

NOTES DE LECTURE

Gori, R. (2013). *Faut-il renoncer à la liberté pour être heureux ?* Paris : Les Liens qui Libèrent.

Après « La fabrique des imposteurs »¹ paru en 2013 aussi, Roland Gori, Professeur émérite de psychopathologie clinique et psychanalyste, poursuit sa réflexion sur l'érosion de la démocratie. Il tente de rendre lisibles les mécanismes de ce délitement. L'analyse est donc globale avec toutefois quelques exemples d'un terrain qu'il connaît bien : la psychiatrie. Faut-il renoncer à la liberté pour être heureux ? La question est ambitieuse et la réponse nécessite une analyse liminaire du bonheur et de la liberté et de leurs relations mutuelles.

Selon l'auteur, le bonheur devient une idée neuve en Europe à la fin du XVIII^{ème} siècle. Il ne s'agit plus, comme dans la Grèce antique, du bonheur d'appartenir à la sphère publique mais du bonheur individuel conféré par l'abondance matérielle. Le bien-être économique est censé découler de la liberté d'entreprendre et la légitimité des gouvernants dépend de leur capacité à apporter ce bonheur. Cette prétendue relation de cause à effet entre richesse et liberté est le mensonge originel dénoncé déjà par Hannah Arendt. La promesse du bonheur est le nouvel opium du peuple. A l'instar du bonheur, la liberté ne se conçoit plus comme publique au sens où les Grecs l'entendaient, il ne s'agit plus de la liberté politique de participer au gouvernement de la cité, à égalité avec ses semblables. La liberté s'émancipe de l'égalité alors même que l'une ne peut se concevoir sans l'autre dans une démocratie. Roland Gori nous rappelle qu'Alexis de Tocqueville, dès 1840², mettait en garde contre

1 Gori, R. (2013). *La fabrique des imposteurs*. Paris : Les Liens qui Libèrent.

2 De Tocqueville, A. (1961, 1^{ère} éd. 1840). *De la démocratie en Amérique II*. Paris : Gallimard.

cette quête personnelle de la fortune qui oublie son lien nécessaire avec la prospérité de tous. La liberté individuelle isolée du collectif se transforme en « tout est permis ».

Progressivement le politique a fait évoluer cette promesse de bonheur en promesse de sécurité. Or, pour y parvenir, il se dote d'outils potentiellement liberticides comme les normes techniques et procédurales qui contraignent plus qu'elles ne libèrent et tendent à normaliser la société toute entière. Roland Gori renvoie ici le lecteur au roman d'Henrik Stangerup, « L'homme qui voulait être coupable »¹, afin d'illustrer la normalisation sociale à laquelle il se réfère. Dans cette société fictive, le vocabulaire est expurgé de ses mots conflictuels, les notions de bien et de mal sont supprimées, les hommes ne sont plus coupables de leurs crimes et délits, seule la société est responsable d'avoir mal fait son travail de normalisation. Ainsi les individus ne sont plus coupables puisqu'ils ne sont plus responsables. Ils ont perdu leur libre-arbitre, leur liberté. Or « *la culpabilité constitue le lien social* » (p. 23), nous dit l'auteur. A l'appui de la théorie Freudienne sur la violence primitive, il nous explique que l'homme est par nature un être agressif, jouissant du mal qu'il fait à autrui et désireux de le tuer après l'avoir dépossédé de tout. Cette pulsion de mort sera intériorisée, grâce à la socialisation, et retournée contre le sujet lui-même. Elle deviendra culpabilité ou conscience morale.

Roland Gori constate, en se fondant sur les travaux à la fois de Jacques Lacan, de Stanley Milgram et de Jean-Léon Beauvois, que l'homme n'aspire pas nécessairement à la liberté, qu'il se soumet souvent volontairement. La liberté peut faire peur comme la pensée de la mort angoisse. L'abondance de normes techniques évite d'avoir à penser. Au nom de la sécurité, le quadrillage bureaucratique, rendu plus prégnant par les dispositifs numériques, réduit la liberté politique et le débat citoyen. « [...] *la technique aurait vaincu la démocratie* » (p. 66). L'auteur prend l'exemple de l'évolution de l'approche des maladies mentales et du handicap pour souligner la tendance lourde actuelle à leur catégorisation réductrice par logiciel interposé, au détriment des histoires particulières, au détriment de l'échange. Traduire la mystérieuse alchimie des relations singulières entre un patient et son médecin et la profondeur de l'analyse par un simple code lui est insupportable : « C'est de la psychiatrie réduite aux acquêts

1 Stangerup, H. (1989, 1^{ère} éd. 1973). *L'homme qui voulait être coupable*. Paris : Payot.

des salles de cuisine de gestion et des antichambres de compagnies d'assurances. » (p. 119). Plus loin, il abordera rapidement la manière dont la question de la souffrance au travail et des risques psychosociaux est actuellement traitée, isolant le sujet et son symptôme et évacuant ainsi les dimensions sociales et politiques inhérentes aux rapports de domination et de soumission au travail.

Si Roland Gori insiste sur la robotisation du monde humain et les transformations qu'elle génère, il ne considère pas pour autant que la technique détermine la politique. Il attribue aux hommes la responsabilité du choix entre une idéologie technique post-démocratique et le respect des principes républicains. La démocratie, nous dit-il, c'est d'abord un idéal d'égalité, non pas un nivellement des différences mais la reconnaissance de l'autre comme un égal. Nous revenons ainsi aux fondamentaux grecs repris dans les révolutions américaines et françaises qui ont placé l'égalité au centre de leurs revendications. La liberté est consubstantielle de l'égalité, elle permet à chacun de prendre part aux affaires publiques, de participer au débat. Tous les arguments ne se valent pas mais chacun a le droit d'exprimer sa pensée. La multiplication des débats forme les esprits à la raison critique et à la dialectique. Le débat donne l'occasion de hiérarchiser les arguments mais en aucun cas les êtres humains. Roland Gori souligne que « *La démocratie est une liberté qui oblige* » (p. 143) car si les citoyens ont le droit de participer à la gouvernance de la cité, ils en ont aussi le devoir car la démocratie est une invention continue. Surgissent à nouveau la peur de la liberté qui mène vers l'inconnu et celle de la responsabilité qui suppose d'avoir à répondre de sa parole.

Revenant au monde présent, l'auteur affirme qu'une révolution s'impose si, comme le dit Hannah Arendt, le but d'une révolution est la liberté. Cette révolution remettrait le technique et l'économique à leur place, nous cesserions de sacrifier notre liberté à notre sécurité et nous refuserions de considérer l'affaiblissement du politique comme une fatalité. Cette lente érosion de notre liberté s'est faite insidieusement en persuadant les citoyens que leur bonheur passait par leur sécurité or, moins libre donc plus irresponsable, l'homme fait augmenter les risques pour lesquels il aliène sa liberté. Pour Roland Gori la solution est le retour à l'échange, à la vraie relation humaine tant dans l'espace public que dans les entreprises et les cabinets médicaux. La complexité de l'échange comme « fait social total » (p. 185), impliquant le don, la dette et le contre-don, n'est pas réductible à l'échange technique et monétaire. C'est à David Graeber que l'auteur s'en remet pour expliquer

l'existence « d'une dette fondamentale au cœur du social » (p. 191). Dette et culpabilité sont liées : avoir une dette suppose de se sentir redevable. Si la culpabilité s'affaiblit, c'est-à-dire si le refoulement de l'agressivité primitive n'est plus suffisant, les dettes ne sont plus reconnues et l'issue inévitable est la violence. L'auteur voit dans le développement du plagiat, des impostures et autres fraudes, un des révélateurs du déclin « d'une *exigence morale* de la reconnaissance de l'autre » (p. 209). Un vrai échange implique la présence de la substance de l'autre, ce qui lui donne un caractère sacré et pour Roland Gori la société capitaliste désacralise justement l'échange et le réduit à une transaction.

Roland Gori conclut par une suggestion : et si nous reprenions conscience de nous-mêmes et si nous répondions, comme le personnage d'Herman Melville dans *Bartleby le scribe*¹ : « *I would prefer not to* », « Je préférerais n'en rien faire » » (p. 216), lorsque nous recevons des injonctions incompatibles avec notre statut de citoyens au lieu de nous soumettre volontairement par peur de l'inconnu ?

Anne-Hélène Le Cornec Ubertini

1 Melville, H. (1996, 1^{ère} éd. 1853). *Bartleby le scribe*. Paris : Gallimard.